



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 juin 2023



HYDROGENE DE FRANCE

Société anonyme à conseil d'administration au capital de 2.866.290,80 euros

Siège social : 20 rue Jean Jaurès – 33310 Lormont

789 595 956 RCS Bordeaux

DEFINITIONS

Dans le présent rapport financier semestriel, et sauf indication contraire :

- les termes « **HDF** » ou la « **Société** » désignent la société HYDROGENE DE FRANCE, société anonyme dont le siège social est situé 20 rue Jean Jaurès, 33310 Lormont, France, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bordeaux sous le numéro 789 595 956 ;
- le terme « **Groupe** » désigne l'ensemble des sociétés visées en note [3.2.2.2] de l'annexe aux états financiers semestriels consolidés condensés présentés en section 3 du présent rapport.

1	-	
2	DÉCLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL.....	4
3	RAPPORT SEMESTRIEL d'ACTIVITE.....	5
2 1	EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DU PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE EN COURS	5
2 2	PRINCIPAUX RISQUES ET PRINCIPALES INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS A VENIR.....	8
2 3	PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE LES PARTIES LIEES	8
2 4	EVENEMENTS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2023	9
4	ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES CONDENSES	10
3 1	ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES CONDENSES AU 30 JUIN 2023	
3 2	NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES CONDENSES AU 30 JUIN 2023	13
5	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE.....	28

1. DÉCLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-après présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.



Fait à Lormont,
le 28 septembre 2023

Monsieur Damien HAVARD
Président directeur général

2. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

2 | 1 EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DU PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE EN COURS

Le résultat semestriel fait ressortir un résultat net consolidé déficitaire de -3,0 M€ au premier semestre 2023 contre un déficit de -0,8 M€ au premier semestre 2022.

Les évènements ayant eu au cours du premier semestre 2023 un impact sur les comptes du Groupe sont les suivants :

- **Poursuite du déploiement international du groupe**

Les efforts engagés en 2022 ont porté pleinement leurs fruits et se sont poursuivis en 2023. Ainsi, les effectifs commerciaux présents sur les 5 zones géographiques ciblées par le groupe s'élèvent à 52 personnes (incluant effectifs salariés et contractants), contre 34 au 30 juin 2022 et 45 au 31 décembre 2022.

Les efforts de prospection se traduisent par un portefeuille, exprimé en MW de puissance de centrale en développement, en progression de plus de 20% à 909 MW (contre 751 MW au 31 décembre 2022).

- **Développement des projets**

Un effort particulier a été porté en 2023 sur le renforcement de équipes techniques, dont l'effectif progresse de 12 personnes par rapport au 31 décembre 2022. Experts techniques expérimentés et reconnus, les ressources qui ont rejoint HDF ont pour objectif de mener à leur conclusion les nombreux projets incubés par l'équipe commerciale.

- **Projet industriel**

Par ailleurs, le projet industriel, officiellement lancé le 24 février 2023 par la pose de la première pierre de l'usine de Blanquefort, se construit. Les investissements réalisés sur le semestre s'élèvent à 6,5 M€. La livraison est prévue en fin d'année 2023 conformément au calendrier initial.

Il s'accompagne de nouveaux partenariats dans les secteurs de la mobilité ferroviaire et maritime avec des prises de participation minoritaires dans, respectivement, Digas (4,52%), société lettone spécialisée dans le retrofit de locomotive, et Hynaval (49,5%), post clôture du 30 juin, société spécialisée dans la conception, la fabrication et le retrofit de bateaux propulsés à l'hydrogène. Ces deux rapprochements capitalistiques soutiennent des partenariats stratégiques, visant à combiner les expertises métier de ces entreprises et l'expérience d'HDF dans toute la chaîne de valeur de l'hydrogène.

- **Construction de la centrale CEOG**

Compte tenu des manifestations locales en cours sur le projet, la construction de la centrale CEOG a été suspendue pendant plusieurs mois en 2023. Cette suspension n'a pas eu d'incidence significative sur les comptes du Groupe au 30 juin 2023. Les modalités de la reprise du chantier le 16 août 2023 sont évoquées au chapitre « évènements postérieurs à la clôture » du présent document.

- **Signature d'un protocole d'accord avec PT PNL (Persero), la compagnie d'électricité publique indonésienne pour le développement de centrales Renewstable© en Indonésie**

Ce protocole d'accord vise à établir une coopération dans le développement des activités liées à l'hydrogène, en particulier dans le secteur de la production d'électricité.

A cette occasion, l'ambassadeur d'Indonésie en France a souligné que la coopération entre PLN et HDF est un moyen de répondre à l'augmentation future de la demande d'énergie grâce aux énergies renouvelables et à des investissements innovants.

- **Signature de deux accords de coopération aux Philippines**

Ces accords signés, en présence du Ministre délégué français du Commerce extérieur, avec l'Autorité de développement de la région du Mindanao et le Département philippin de l'Energie d'une part, et la National Power Corporation (NPC) d'autre part, visent à accélérer le développement de dix centrales électriques à hydrogène Renewstable© aux Philippines.

- **Exercice de BSPCE**

Au cours du premier semestre 2023, 80 000 BSPCE ont été exercés, générant la création de 240 000 actions nouvelles, et une augmentation de capital de 240 000 €, dont 48 000 € d'augmentation du capital social et 192 000 € de prime d'émission.

2 | 2 ANALYSE DE L'EVOLUTION DES AFFAIRES, DES RESULTATS, ET DE LA SITUATION FINANCIERE DU GROUPE

Chiffre d'affaires et résultat de cession

Le chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 2023 s'établit à 1.437 K€ contre 1.746 K€ en 2022. Il correspond pour 1.370 K€ aux revenus constatés au titre du contrat de développement du projet Renewstable Barbados (RSB) à la Barbade, montant qui comprend des refacturations sans marge de services sous-traités à des prestataires extérieurs pour 551 K€ (contre 50 K€ au 30 juin 2022)

En outre, la facturation émise par HDF au cours du premier semestre 2023 au titre des prestations d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) sur les projets dont le Groupe conserve le contrôle, et dont l'impact est neutralisé dans les comptes consolidés, représente 723 K€ (contre 1.616 K€ en 2022). Cette création de valeur précédemment éliminée dans les comptes consolidés sera reconnue indirectement par le biais du résultat de cession des participations lors de la perte de contrôle.

Ainsi, au titre de l'exercice 2022, le Groupe avait enregistré un résultat de cession lors de la perte du contrôle de RSB à hauteur de 1.041 K€. Aucune cession n'a été enregistrée au cours du premier semestre 2023.

Le semestre est ainsi le reflet d'une sécurisation des projets en phase de développement avancé, permettant d'envisager l'entrée prochaine d'investisseurs.

Charges opérationnelles

L'évolution des charges opérationnelles traduit la mise en œuvre du plan de développement : déploiement de forces commerciales sur les cinq zones géographiques, renforcement des équipes

techniques dédiées au développement des projets et au lancement du projet industriel, structuration des équipes support afin d'accompagner la croissance des activités.

Ainsi, les charges de personnel sont passées de 2.202 K€ en 2022 à 2.922 K€ en 2023. Elles incluent une charge liée aux plans d'attribution d'actions gratuites à hauteur de 646 K€ (contre 667 K€ en 2022). De même, les charges externes, composées notamment des frais de prospection, du coût des ressources humaines dans les pays dans lesquels le groupe n'a pas d'entité juridique dédiée, et des frais de déplacement inhérents au déploiement de la prospection dans les territoires, sont passées de 1.856 K€ en 2022 à 2.781 K€ en 2023.

Les effectifs globaux, incluant les personnels liés par un contrat de travail, et les ressources humaines dans les pays dans lesquels le Groupe ne dispose pas d'entité juridique dédiée, sont passés de 50,5 au premier semestre 2022 à 78,5 personnes au premier semestre 2023.

Les effectifs globaux par fonction, aux 30 juin 2023 et 2022, et au 31 décembre 2022, se décomposent comme suit :

	Effectifs à fin d'exercice		
	30/06/2023	31/12/2022	30/06/2022
Business developpement	52	45	34
Direction technique	11	5	5
Direction projets	13	8	7
Financement projets	3	2	2
Industrie	8	3	3
Fonctions support	12	9	2
Total	99	72	53

Résultat net consolidé

Après prise en compte des autres produits et charges opérationnels et du résultat financier, composés principalement des effets de change et des produits de placement de la trésorerie, en forte progression sur le semestre, le résultat avant impôt s'établit à -3.669 K€.

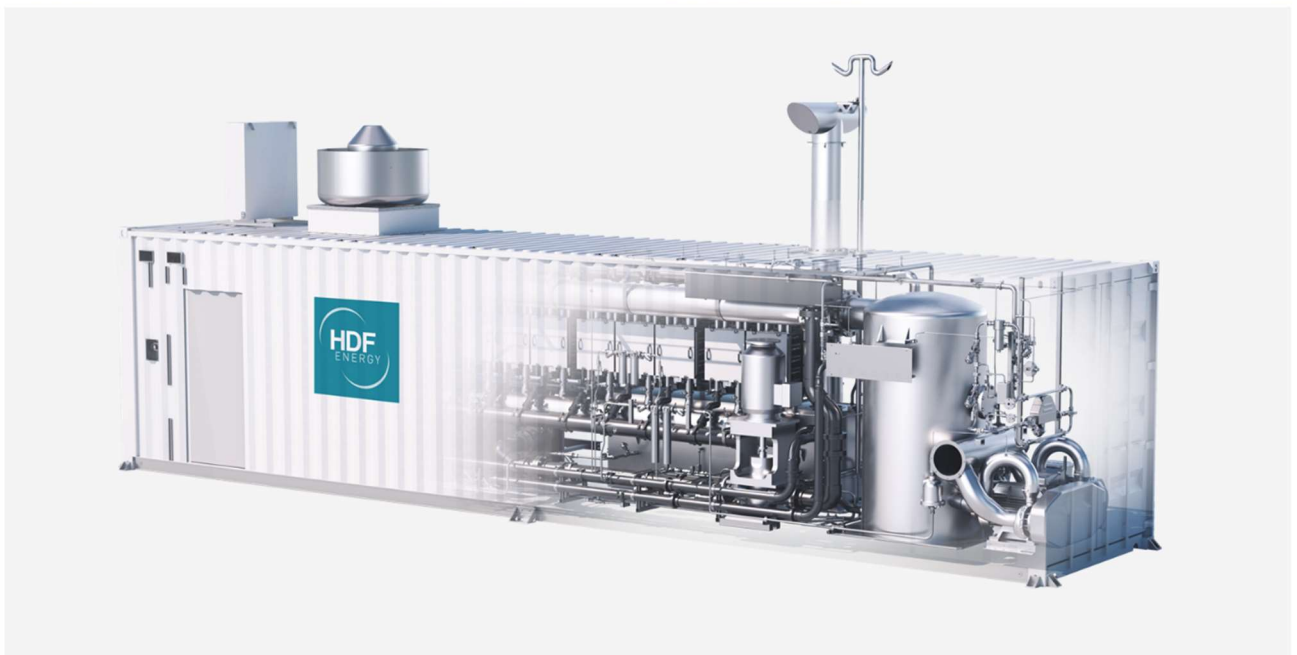
Le produit d'impôt est composé du produit d'impôt différé reconnu sur les déficits fiscaux de la société mère Hydrogène de France ainsi que sur les éliminations intragroupe.

Le résultat net consolidé s'établit à -2.992 K€, contre -846 K€ en 2022.

Trésorerie

La trésorerie disponible s'élève à 76.736 K€ contre 87.359 K€ au 31 décembre 2022. Outre le renforcement de la force commerciale, les dépenses de prospection et de structuration du Groupe, reflétés dans les dépenses opérationnelles courantes, la consommation de trésorerie provient principalement des investissements réalisés dans :

- La construction de l'usine de Blanquefort,
- La poursuite des travaux de recherche et développement pour la pile à combustible, en partenariat avec Ballard,
- Les frais engagés sur les projets,
- L'entrée au capital de Digas.



2 | 3 PRINCIPAUX RISQUES ET PRINCIPALES INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS A VENIR

Le lecteur est amené à se référer aux facteurs de risques développés par la Société à l'occasion de son introduction en bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris au sein du chapitre 3 « Facteurs de risques » du Document d'Enregistrement approuvé le 21 mai 2021 par l'Autorité des marchés financiers sous le numéro I.21-023, ainsi qu'à la mise à jour qui en a été faite à l'occasion de la publication du Rapport Financier 2022. L'attention des actionnaires est attirée sur le fait que d'autres risques non identifiés à la date du présent document ou dont la réalisation n'est pas considérée, à cette même date, comme susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur la Société et l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, son activité, ses perspectives, sa situation financière et ses résultats, peuvent exister ou survenir.

La Société attire l'attention du lecteur sur la mise à jour du risque présenté en section 3.1.7 du Document d'Enregistrement comme suit :

- **Risque lié au nombre restreint de fournisseurs des composants du Groupe et au prix des composants et matières premières**

Dans le cadre de ses activités, le Groupe s'approvisionne en composants et en matières premières, notamment les panneaux solaires, les électrolyseurs et les piles à combustible. Une pénurie de ces éléments pourrait retarder la construction des unités opérationnelles à mettre en place par le Groupe dans le cadre de ses activités.

Les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales, les tensions sur le marché du travail et la hausse des prix de l'énergie manifestent un environnement économique très incertain, accentué par le conflit russo-ukrainien. Ces perturbations, qui ont occasionné une hausse générale des prix d'achat de certains composants entrant dans la composition des solutions du Groupe, pourrait entraîner des variations significatives des prix de revient du Groupe si celui-ci ne parvenait à compenser cette hausse des prix des composants avec la hausse des revenus occasionnés par la vente d'électricité.

Cette incertitude quant aux tarifs d'approvisionnement est susceptible de freiner le développement ou la rentabilité des projets et prestations du Groupe.

- **Risque lié au développement des projets du portefeuille ou des futurs projets du Groupe et à la production des piles à combustible**

Le portefeuille de projets du Groupe est actuellement constitué de nombreux projets qui sont en première phase de développement et pour lesquels plusieurs étapes devront encore être franchies au cours des prochaines années avant que les unités de production ne soient effectivement construites et ne deviennent opérationnelles (pour plus de détails, se reporter en section 5.2.2 du Document d'Enregistrement). Certains de ces projets pourraient ne pas aboutir. Les projets du Groupe nécessitent, dans la juridiction concernée, une autorisation de la part des autorités locales. Sans l'accord de ces autorités locales, le développement de l'activité du Groupe pourrait en être affecté (se reporter à la section 9 du Document d'Enregistrement).

Par ailleurs, comme tous projets renouvelables qui se déploient sur de vastes zones, les projets du Groupe pourraient être régulièrement confrontés à quelques oppositions locales qui pourraient retarder la mise en place de ses unités opérationnelles.

2 | 4 PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE LES PARTIES LIEES

Le détail des opérations avec les parties liées au cours des six premiers mois de l'exercice en cours et ayant influé significativement sur la situation financière ou les résultats du Groupe au cours de cette période, figure à la note 3.13 de l'annexe aux états financiers semestriels consolidés condensés présentée en section 3.2 du présent document.

Par ailleurs, il n'existe aucune modification affectant les transactions entre parties liées décrites dans le dernier rapport financier annuel qui pourrait influencer significativement sur la situation financière ou les résultats du Groupe durant les six premiers mois de l'exercice en cours.

2 | 5 EVENEMENTS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2023

- **Construction de la centrale CEOG**

La construction de la centrale CEOG, suspendue pendant plusieurs mois en 2023 compte tenu des manifestations locales en cours sur le projet, a repris le 16 août 2023. Parallèlement, le contrat de fourniture de pile à combustible entre HDF et Siemens a été également réactivé.

Le 7 septembre 2023, un avenant au contrat de prêt a été signé par CEOG afin de prendre en compte les incidences des événements du début d'année sur le délai et le coût du chantier. Ces négociations entraînent pour HDF un versement complémentaire de 1,2 M€, dont 0,3 M€ ont été versés en août 2023 et 0,9 M€ font l'objet d'un engagement de versement ultérieur, échelonné sur la phase de construction de la centrale.

Les discussions sont en cours entre les différentes parties prenantes afin de déterminer les modalités et le calendrier de transfert de propriété des piles à Siemens puis à CEOG. Nous ne sommes donc pas en mesure de déterminer, à ce jour, si le chiffre d'affaires lié à ce contrat sera reconnu dans les comptes d'HDF en 2023 ou en 2024. Au 30 juin 2023, HDF a encaissé de Siemens des acomptes sur la livraison de ces piles qui figurent au passif du bilan pour 4,6 M€.

- **Prise de participation dans HYNAVAL**

Le 18 juillet 2023, HDF a pris une participation significative (49,5%) aux côtés de CLYD, architecte naval, dans la nouvelle société HYNAVAL, pour un montant de 700 K€. Les deux entreprises unissent leurs compétences en vue de concevoir des bateaux hydrogène et de convertir des bateaux existants à l'hydrogène (retrofit).

Implantée dans l'enceinte portuaire de Bordeaux (les Bassins à Flots), HYNAVAL disposera d'un hangar dédié à son activité. Dans ce lieu, HYNAVAL opérera un chantier naval spécialisé dans la conception, la fabrication et le retrofit de bateaux propulsés à l'hydrogène, offrant ainsi une alternative dépourvue d'émissions de CO2. Cette collaboration permettra de fusionner l'expertise en architecture navale de CLYD avec la maîtrise de HDF Energy dans le domaine de l'hydrogène.

3. ÉTATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDÉS CONDENSÉS

3 | 1 ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES CONDENSES AU 30 JUIN 2023

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE CONDENSEE

(en K€)	Notes	30/06/2023	31/12/2022
ACTIFS			
Actifs incorporels	01	4 497	4 106
Actifs corporels	02	10 539	3 993
Actifs financiers non courants	07	5 262	4 837
Participations dans les entreprises associées et co-entreprises	03	1 466	1 478
Impôts différés actifs	04	3 887	3 059
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		25 651	17 473
Stocks	05	8 059	6 517
Créances clients et comptes rattachés	06	3 777	3 015
Autres actifs courants		2 408	1 674
Actifs financiers courants	07	1 364	1 080
Trésorerie et équivalents de trésorerie	09	76 736	87 359
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		92 345	99 645
TOTAL ACTIFS		117 996	117 118
PASSIFS			
Capital		2 866	2 818
Primes		108 780	108 588
Réserves et RAN		-3 415	-786
Résultat net global		-2 905	-3 210
Capitaux propres part du groupe		105 327	107 410
Participations ne donnant pas le contrôle		0	0
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		105 327	107 410
Dettes financières non courantes		136	177
Avantages postérieurs à l'emploi		106	74
Provisions non courantes		0	156
Autres passifs non courants		753	639
Impôts différés passifs	04	0	0
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		994	1 046
Dettes financières courantes		201	231
Provisions courantes		156	0
Subventions		996	1 101
Dettes d'impôts sur les sociétés	04	0	0
Dettes fournisseurs		2 120	1 060
Passifs sur contrat	08	4 621	4 628
Autres passifs courants		3 583	1 643
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		11 676	8 662
TOTAL PASSIFS		117 997	117 118

L'annexe fait partie intégrante des états financiers semestriels consolidés condensés

ETAT DU RESULTAT NET ET DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE CONDENSE

(en K€)	Notes	<u>30/06/2023</u>	<u>30/06/2022</u>
Chiffre d'affaires	10	1 437	1 746
Autres produits liés à l'activité		107	323
Total produits de l'activité		1 544	2 069
Achats consommés, Variation des stocks de produits en cours et finis		-26	424
Charges externes		-2 781	-1 856
Frais de personnel	11	-2 922	-2 202
Impôts, taxes et versements assimilés		-25	-6
Amortissements et dépréciations		-117	-659
Quote-part du résultat net des entreprises associées et co-entreprises	03	-12	0
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activité	03	0	1 041
Autres produits et charges opérationnels		-40	109
Résultat opérationnel		-4 378	-1 080
Produits financiers		1 215	171
Charges financières		-505	-59
Résultat financier		710	112
Résultat avant impôt		-3 669	-969
Impôt sur les sociétés	04	677	123
Résultat net consolidé		-2 992	-846
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		0	0
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère		-2 992	-846
Différences de conversion		-43	-36
Eléments recyclables		-43	-36
Gains et pertes actuariels liés aux avantages postérieurs à l'emploi		130	3
Eléments non recyclables		130	3
Autres éléments du résultat global		87	-33
Résultat net global consolidé		-2 905	-879
Résultat net global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		0	0
Résultat net global consolidé part du groupe		-2 905	-879
Résultat net consolidé par action (en euros)	12	-0,21	-0,06
Résultat net consolidé dilué par action (en euros)	12	-0,21	-0,06

L'annexe fait partie intégrante des états financiers semestriels consolidés condensés.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS CONDENSÉS

(en K€)	Notes	<u>30/06/2023</u>	<u>30/06/2022</u>
Resultat net consolidé		-2 992	-846
Amortissements et dépréciations		118	659
Paiements en actions et avantages postérieurs à l'emploi	11	646	658
Autres charges calculées		13	-10
Quote-part sociétés mises en équivalence	03	12	0
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activité		0	-1 041
Quote-part subventions en résultats		-105	-225
Coût de l'endettement financier brut		0	0
Charges d'impôts	04	-680	-123
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net d'impôt		-2 990	-927
Impôts (payés) / perçus		0	-12
Production stockée	05	-845	-2 021
Variation du poste de clients		-746	3 636
Variation du poste fournisseurs		1 073	511
Variation des autres actifs et passifs courants		-310	160
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		-3 817	1 347
Subventions		0	0
Acquisitions ou production d'autres actifs corporels et incorporels		-6 066	-1 115
Acquisitions d'immobilisations financières	03	-258	-387
Comptes courants des associés et co-entreprises		-284	-594
Cessions d'actifs corporels et incorporels		0	0
Cessions d'actifs financiers		0	0
Flux de trésorerie liées aux acquisitions et cessions de filiales	03	0	0
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement		-6 608	-2 097
Augmentation de capital		240	0
Acquisitions et cessions d'actions propres		-250	-13
Nouveaux emprunts et autres dettes financières		0	0
Remboursement d'emprunts et autres dettes financières		-110	-116
Variation de comptes courants		0	0
Intérêts versés sur emprunts et dettes financières		0	0
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		-120	-129
Variation de trésorerie		-10 546	-879
Incidence des variations des cours de change		-78	
Trésorerie d'ouverture		87 359	95 123
Trésorerie de clôture		76 735	94 244

L'annexe fait partie intégrante des états financiers semestriels consolidés condensés.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES CONDENSES

(en K€)	Notes	Capital social	Primes	Réserves	BSPCE / AGA	Actions propres	Ecart de conversion	Ecart actuariels	Capitaux propres	Participations ne donnant pas le	TOTAL
Capitaux propres 31/12/2022		2 818	108 588	-5 762	1 822	-227	144	27	107 410	0	107 410
Résultat net consolidé				-2 992					-2 992		-2 992
Autres éléments du résultat global							-43	130	87		87
Résultat global		0	0	-2 992	0	0	-43	130	-2 905	0	-2 905
Augmentation de capital		48	192						240		240
Valorisation des BSPCE / AGA	12				646				646		646
Variations périmètre									0	0	0
Actions propres						-65			-65	0	-65
Autres variations				2					2		2
Capitaux propres 30/06/2023		2 866	108 780	-8 753	2 467	-293	101	157	105 327	0	105 327
Capitaux propres IFRS 31/12/2021		2 742	108 284	-2 393	647	-145	-1	11	109 145	0	109 145
Résultat net consolidé				-846					-846		-846
Autres éléments du résultat global							-36	3	-33		-33
Résultat global		0	0	-846	0	0	-36	3	-879	0	-879
Augmentation de capital		0	0						0		0
BSPCE / AGA	12				667				667		667
Variations périmètre				0					0	0	0
Actions propres				13		0			13	0	13
ID sur frais d'augmentation de capital			0						0		0
Capitaux propres IFRS 30/06/2022		2 742	108 284	-3 227	1 314	0	-37	14	108 946	0	108 946

L'annexe fait partie intégrante des états financiers semestriels consolidés condensés.

3 | 2 NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES CONDENSES AU 30 JUIN 2023

3.2.1 FAITS MARQUANTS

- Poursuite du déploiement international du groupe et de la structuration du groupe**

Les efforts engagés en 2022 ont porté pleinement leurs fruits et se sont poursuivis en 2023, avec notamment le renforcement des fonctions techniques du siège. Les effectifs globaux au 30 juin 2023 (incluant effectifs salariés et contractants) s'élèvent à 99 personnes, contre 72 au 31 décembre 2022 et 53 au 30 juin 2022.

- Projet industriel**

Par ailleurs, le projet industriel, officiellement lancé le 24 février 2023 par la pose de la première pierre de l'usine de Blanquefort, se construit. Les investissements réalisés sur le semestre s'élèvent à 6,5 M€.

Il s'accompagne de nouveaux partenariats dans les secteurs de la mobilité ferroviaire et maritime avec des prises de participation dans, respectivement, Digas (4,52%), société lettone spécialisée dans le retrofit de locomotive (cf ci-après), et Hynaval, post clôture du 30 juin (49,5%), société spécialisée dans la conception, la fabrication et le retrofit de bateaux propulsés à l'hydrogène. Ces deux rapprochements capitalistiques soutiennent des partenariats stratégiques, visant à combiner le expertise métier de ces entreprises et l'expérience d'HDF dans toute la chaîne de valeur de l'hydrogène.

- **Construction de la centrale CEOG**

Compte tenu des manifestations locales en cours sur le projet, la construction de la centrale CEOG a été suspendue au printemps 2023. Cette suspension n'a pas eu d'incidence significative sur les comptes du Groupe au 30 juin 2023. Les modalités de la reprise du chantier le 16 août 2023 sont évoquées au chapitre « événements postérieurs à la clôture » du présent document.

- **Signature d'un protocole d'accord avec PT PNL (Persero), la compagnie d'électricité publique indonésienne pour le développement de centrales Renewstable© en Indonésie**

Ce protocole d'accord vise à établir une coopération dans le développement des activités liées à l'hydrogène, en particulier dans le secteur de la production d'électricité.

A cette occasion, l'ambassadeur d'Indonésie en France a souligné que la coopération entre PLN et HDF est un moyen de répondre à l'augmentation future de la demande d'énergie grâce aux énergies renouvelables et à des investissements innovants.

- **Signature de deux accords de coopération aux Philippines**

Ces accords signés, en présence du Ministre délégué français du Commerce extérieur, avec l'Autorité de développement de la région du Mindanao et le Département philippin de l'Energie d'une part, et la National Power Corporation (NPC) d'autre part, visent à accélérer le développement de dix centrales électriques à hydrogène Renewstable© aux Philippines.

- **Signature d'un partenariat stratégique et entrée d'HDF au capital de Digas**

Ce partenariat créera des synergies entre HDF et DIGAS pour concevoir et développer conjointement des locomotives à hydrogène sans émissions de CO2 afin de proposer une véritable alternative aux locomotives diesel polluantes. Cette solution d'adaptation offrira à leurs clients des avantages durables tant sur le plan environnemental que sur le plan économique.

A cette occasion, HDF a également pris une participation minoritaire de 4,52% (250 K€) au capital de Digas afin de soutenir le partenariat.

- **Exercice de BSPCE**

Au cours du premier semestre 2023, 80 000 BSPCE ont été exercés, générant la création de 240 000 actions nouvelles, et une augmentation de capital de 240 000 €, dont 48 000 € d'augmentation du capital social et 192 000 € de prime d'émission.

3.2.2 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES

3.2.2.1 Principes généraux

Les Etats financiers semestriels consolidés condensés ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et les interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) tels qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2022, disponibles sur le site internet de la Commission Européenne : <https://ec.europa.eu/commission/indexfr> .

Ces états financiers incluent une sélection de notes explicatives qui ont vocation à mettre à jour les informations comptables et financières contenues dans les derniers comptes consolidés au 31 décembre 2022 et/ou d'apporter des informations comptables et financières nouvelles sur des éléments significatifs intervenus sur le semestre.

Ainsi, ces états financiers semestriels consolidés condensés doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Les principes et méthodes comptables utilisés pour l'élaboration des états financiers semestriels consolidés condensés au 30 juin 2023 du Groupe sont identiques à ceux retenus pour établir les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Normes et interprétations nouvelles applicables à compter du 1^{er} janvier 2023

Les nouveaux standards IFRS et amendements d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2023, n'ont pas eu d'incidence sur les Etats financiers semestriels consolidés condensés, notamment :

- Contrats d'assurance – amendements à IFRS 17 ;
- Première application d'IFRS 17 et d'IFRS 9 - Informations comparatives ;
- Amendements à IAS 1 et IFRS Practice Statement 2 - Informations à fournir sur les méthodes comptables significatives ;
- Amendements à IAS 8 - Définition des estimations comptables ;
- Amendements à IAS 12 - Impôts différés relatifs aux actifs et passifs résultant d'une transaction unique.

Normes et interprétations adoptées par l'IASB mais non encore applicables au 30 juin 2023

Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations qui pourraient le concerner et dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2023.

Une étude des impacts et des conséquences pratiques de l'application de ces amendements de normes est en cours. Cependant, ceux-ci ne présentent pas de dispositions contraires aux pratiques comptables actuelles du Groupe.

Le Groupe étudie également les impacts et conséquences pratiques des décisions définitives de l'IFRIC prises au premier semestre, qui ne devraient pas être significatifs.

3.2.2.2 Périmètre et méthodes de consolidation

Les états financiers semestriels consolidés condensés de HYDROGENE DE FRANCE pour les 6 mois écoulés au 30 juin 2023 comprennent la société consolidante et ses filiales (l'ensemble désigné comme le « Groupe ») et la quote-part du Groupe dans les entreprises associées.

Le périmètre du Groupe a été élargi par rapport aux informations fournies dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2022, avec l'entrée de plusieurs sociétés tel quel détaillé ci-dessous :

Sociétés	Pays	30/06/2023	31/12/2022	30/06/2022	31/12/2022	Notes
Sociétés consolidées par intégration globale						
HDF Energy	France	Mère	Mère	Mère	Mère	Holdings, Ingénierie, Prospection
HDF ENERGY AUSTRALASIA	Australie	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Ingénierie, Prospection
HDF ENERGY SOUTH AFRICA (PTY)	Afrique du Sud	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Ingénierie, Prospection
HDF LATAM	Mexique	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Ingénierie, Prospection
HDF ENERGY Inc.	Etats-Unis	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Ingénierie, Prospection
HDF CARIBBEAN	Barbades	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Ingénierie, Prospection
HDF TRINIDAD ET TOBAGO	Trinidad	100,00%	100,00%			Ingénierie, Prospection
HDF INDONESIE	Indonésie	100,00%	100,00%			Ingénierie, Prospection
HDF PHILIPPINES	Philippines	100,00%	100,00%			Ingénierie, Prospection
HDF NAMIBIE	Namibie	100,00%	100,00%			Ingénierie, Prospection
HDF FIDJI	Fidji	100,00%	100,00%			Ingénierie, Prospection
HYDROGENE DU MAROC	Maroc	100,00%				
CESA	France (Guyane)	99,90%	99,90%	99,90%	99,90%	Société de projet (SPV)
CAGOU ENERGIES	France (Nouvelle-Calédonie)	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Société de projet (SPV)
HDF ENERGY CYPRUS	Chypre	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Société de projet (SPV)
ENERGIA LOS CABOS	Mexique	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Société de projet (SPV)
SWAKOPMUND	Namibie	100,00%	100,00%			Société de projet (SPV)
RENEWSTABLE MPUMALANGA PTY	Afrique du Sud	100,00%				Société de projet (SPV)
HDF INVEST	France	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Société d'investissement projets
Sociétés consolidées par mise en équivalence						
CEOG	France (Guyane)	10,00%	10,00%	10,00%	10,00%	Société de projet (SPV)
RENEWSTABLE BARBADOS	Barbades	49,00%	49,00%	49,00%	100% (IG)	Société de projet (SPV)
NEW GEN	Trinité et Tobago	70,00%	70,00%	70,00%		Société de projet (SPV)
Société non consolidée						
DIGAS	Lettonie	4,52%				Ingénierie

Les états financiers semestriels consolidés condensés comprennent les états financiers des filiales à compter de leur date de création ou d'acquisition (date à laquelle le contrôle est obtenu), et jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse, ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées et co-entreprises comptabilisées par mise en équivalence.

IFRS 10 requiert l'exercice du jugement et une évaluation permanente de la situation de contrôle.

3.2.2.3 Recours à l'utilisation d'estimations

La préparation des états financiers requiert, de la part de la direction, l'utilisation d'estimations et d'hypothèses jugées raisonnables, susceptibles d'avoir un impact sur les montants d'actifs, passifs, capitaux propres, produits et charges figurant dans les comptes, ainsi que sur les informations figurant en annexe sur les actifs et passifs éventuels. Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les principales estimations portent sur :

- l'atteinte des critères d'activation des différents projets de recherche et développement en cours au regard de la norme IAS 38 et les hypothèses retenues pour la réalisation des tests de dépréciation (cf. note 01) ;
- l'appréciation du contrôle sur les différentes filiales et participations (cf. note 03) ;
- les hypothèses retenues pour la valorisation des plans d'AGA (cf. note 11) ;
- l'activation d'éventuels impôts différés au titre des déficits reportables (cf. note 04).

Des précisions sont apportées dans la note sur les principes comptables significatifs. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions économiques différentes, les montants définitifs pourraient être différents de ces estimations.

Ces estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations.

3.2.2.4 Information sectorielle

La norme IFRS 8 exige d'identifier des secteurs opérationnels sur la base du reporting interne utilisé par le principal décideur opérationnel en vue de prendre des décisions en matière d'allocation de ressources et d'évaluation de la performance du Groupe. HDF est organisée en interne pour rendre compte à son Président, principal décideur opérationnel, sur la base d'une information consolidée au niveau du Groupe. Les décisions stratégiques et les mesures de la performance de l'activité sont réalisées trimestriellement par le Président en référence aux données consolidées au niveau du Groupe. En conséquence, l'ensemble de l'activité d'HDF constitue un segment opérationnel unique au regard de la norme IFRS 8.

3.2.2.5 Frais de recherche et développement

Conformément à IAS 38, Immobilisations incorporelles, les frais de recherche sont comptabilisés dans les charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Selon IAS 38, les frais de développement sont comptabilisés en immobilisations incorporelles uniquement si les six critères suivants sont cumulativement remplis :

- faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
- la capacité du Groupe à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables. L'entité doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité ;
- la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle, et
- la capacité du Groupe à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

3.2.3 NOTES SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RESULTATS CONSOLIDES CONDENSES ANOTES SUR LE BILAN

3.1 Actifs incorporels

(En milliers d'euros)	31/12/2022	Acquisitions / augmentations	Cessions / diminutions	Variation du périmètre de consolidation	Effet des variations de change	30/06/2023
Logiciels et brevets	22	0				22
Actifs incorporels	4 185	0			0	4 185
Actifs incorporels en cours	1 334	1 035		0	52	2 422
Valeur brute	5 542	1 035	0	0	52	6 629
Logiciels et autres immobilisations incorporelles	-21	0				-21
Actifs incorporels	-1 374	-698				-2 072
Actifs incorporels en cours	-40					-40
Amortissement et dépréciation	-1 436	-698	0	0	0	-2 133
Actifs incorporels, net	4 106	337	0	0	52	4 496

(En milliers d'euros)	30/06/2023	31/12/2022
Projet Innovant - développement pile	438	85
Développement projets - Renewstable	1 889	1 210
Projet ERP	55	
Total Actifs incorporels en cours	2 382	1 294

(En milliers d'euros)	30/06/2023		31/12/2022	
	Charges externes	Frais de personnel	Charges externes	Frais de personnel
Projet Innovant - développement pile	353	85	85	-
Développement projets - Renewstable	999	890	653	557
Projet ERP	55			
Total Acifs incorporels en cours	1 407	975	737	557
	2 382		1 294	

Les actifs incorporels en-cours s'élevaient à 2 382 K€ (contre 1 294 K€ au 31 décembre 2022 et 2 567 K€ au 30 juin 2022) et comprennent :

- Les facturations liées au contrat avec Ballard pour le développement de piles à combustible de forte capacité et le droit d'assembler et d'industrialiser les piles issues de ce partenariat, pendant une durée indéterminée, et en exclusivité pendant 7 ans à partir de décembre 2019, ainsi que les temps passés par les équipes internes. Ces investissements s'élevaient à 438 K€, contre 85 K€ au 31 décembre 2022 et 1 608 K€ au 30 juin 2022 compte tenu des mises en service réalisées.
- Les frais de développement engagés au titre des projets Renewstable du Groupe pour 1 889 K€. Ces frais s'élevaient à 1 210 K€ au 31 décembre 2022 et 739 K€ au 30 juin 2022.
- Les frais relatifs à la mise en place du système d'information, lié notamment à la gestion des flux de production de l'usine.

A l'issue d'une analyse menée par le management, il n'a pas été identifié l'existence d'un indice de perte de valeur nécessitant la formalisation d'un test de dépréciation détaillé sur la période.

3.2 Actifs corporels

(En milliers d'euros)	31/12/2022	Acquisitions / augmentations	Cessions / diminutions	Variation du périmètre de consolidation	Par virement de poste à poste	30/06/2023
Terrain	2 206	-	-	-	-	2 206
Aménagements et installations	658	28	-	-	-	686
Matériel de transport	48	-	-	-	-	48
Matériel & mobilier de bureau	152	36	-	-	-	188
Immobilisations en cours	1 453	6 615	-	-	-	8 068
Valeur brute	4 518	6 679	-	-	-	11 197
Terrain	-	20	-	-	-	62
Aménagements et installations	-	414	-	-	-	505
Matériel de transport	-	21	-	-	-	27
Matériel & mobilier de bureau	-	49	-	-	-	63
Amortissement et dépréciation	-	525	-	-	-	657
Actifs corporels, net	3 993	6 547	-	-	-	10 541

Les immobilisations corporelles se rapportant aux contrats de location se répartissent comme suit :

Détail des contrats de location:

(En milliers d'euros)	30/06/2023	31/12/2022
Terrain	197	197
Siège social	366	366
Matériel de transport	30	30
Bureaux	286	258
Valeur brute	880	852
Terrain	-	42
Siège social	-	262
Matériel de transport	-	21
Bureaux	-	134
Amortissement et dépréciation	-	458
Droits d'utilisation, net	312	394
Autres immobilisations corporelles, net	10 228	3 599
Actifs corporels, net	10 541	3 993

Les principaux actifs en location concernent le siège social de la société, les locaux de Ravezies, et les contrats de bail des terrains sur les projets Energia Los Cabos (Mexique) et Mpumalanga (Afrique du Sud).

3.3 Participations dans les entreprises associées et co-entreprises

Les sociétés mises en équivalence sont les sociétés CEOG, RenewStable Barbados (RSB) et NewGen, dont voici l'analyse de la quote-part des résultats :

CEOG

<i>(En milliers d'euros)</i>	30/06/2023	31/12/2022
Quote-part du Groupe non comptabilisée dans les pertes au 1er Janvier (1)	- 247	- 241
Capitaux propres à la date de mise en équivalence		
Dividendes et transferts de bénéfices		
Quote-part du résultat attribuable	- 16	6
Entités nouvellement consolidées		
Augmentation (diminution) de capital		
Ecart de conversion		
Quote-part du Groupe non comptabilisée dans les pertes au 30 juin (1)	- 264	- 247
Valeur brute au 30 juin	25	25
Valeur nette des titres au 1 janvier	0	0
Quote-part du résultat net des entreprises associées et co-entreprises	0	0
Valeur nette des titres au 31 décembre	0	0

(1) Les pertes incluent les résultats de la filiale proprement dits, ainsi que les marges internes auxquelles la filiale est partie prenante et non éliminées



RSB

<i>(En milliers d'euros)</i>	30/06/2023	31/12/2022
Quote-part du Groupe non comptabilisée dans les pertes au 1er Janvier (1)	- 1 047	-
Capitaux propres à la date de mise en équivalence		1
Dividendes et transferts de bénéfices		
Quote-part du résultat attribuable	- 352	- 1 416
Entités nouvellement consolidées		
Augmentation (diminution) de capital		373
Ecart de conversion	- 6	- 5
Quote-part du Groupe non comptabilisée dans les pertes au 30 juin (1)	- 1 405	- 1 047
Valeur brute au 30 juin	373	373
Valeur nette des titres au 1 janvier	-	-
Quote-part du résultat net des entreprises associées et co-entreprises		373
Valeur nette des titres au 30 juin	-	-



NewGen

<i>(En milliers d'euros)</i>	30/06/2023	31/12/2022
Quote-part du Groupe dans les capitaux propres au 1 janvier	1477	
Capitaux propres à la date de mise en équivalence		7
Goodwill		1479
Dividendes et transferts de bénéfices		
Quote-part du résultat attribuable	-12	-9
Entités nouvellement consolidées		
Augmentation (diminution) de capital		
Ecart de conversion		
Quote-part du Groupe dans les capitaux propres au 30 juin	1 465	1 477
Valeur brute au 30 juin	1 486	1 486
Valeur nette des titres au 1 janvier	1 477	1 486
Quote-part du résultat net des entreprises associées et co-entreprises	- 12	- 9
Valeur nette des titres au 30 juin	1 465	1 477

Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités

La société avait procédé au premier semestre 2022 à la cession de 51% du capital de RSB, générant un résultat de 1.041 K€ mais n'a pas procédé à la cession d'actifs immobilisés au premier semestre 2023.

3.4 Impôts sur les résultats

Produits d'impôts de l'exercice

Le produit d'impôts constaté résulte principalement de l'activation des déficits constatés en France au 30 juin 2023, et de l'effet d'impôt relatif à l'élimination des opérations intragroupe.

Impôts différés

(En milliers d'euros)	30/06/2023	31/12/2022
Actifs d'impôt différés sur les pertes fiscales reportables	2 423	1 763
Provisions pour engagements de retraite	26	19
Contrats de location	0	0
Dépréciation créances	0	0
Autres actifs d'impôt différés	-23	-23
R&D activée, éliminations intragroupe	1 462	1 300
BSPCE / AGA	0	0
Compensation des actifs et passifs	0	0
Impôts différés actifs	3 887	3 059
Impôts différés passifs	0	0
ID en capitaux propres	148	-5
Charges (-) / produits d'impôts différés (+)	680	285
Crédits d'impôt (dont CIR)	0	183
IS	0	0
Impôt sur les sociétés	680	468

Les impôts différés ont été calculés sur la base d'un taux d'impôt sur les sociétés de 25% depuis 2021.

Le total des pertes fiscales non activées s'élève à 1 092 K€ au 30 juin 2023 (contre 926 K€ au 31 décembre 2022).

3.5 Stocks

Les stocks correspondent à des travaux en-cours pour 8 059 K€, contre 6 517 K€ au 31 décembre 2022, et concernent principalement la fabrication des piles à hydrogène destinées à être installées sur la centrale du projet CEOG en Guyane.

Ils comprennent les charges directes de production ainsi que la charge d'amortissements des frais de développement (projet innovant – développement de la pile) (cf. note 05).

3.6 Créances clients et comptes rattachés

(En milliers d'euros)	30/06/2023	31/12/2022
Créances clients	809	641
Actifs sur contrats (1)	2 968	2 391
Divers	0	0
Valeur brute	3 777	3 032
Dépréciation	0	-17
Valeur nette	3 777	3 015

(1) Le poste « Actifs sur contrats » concerne les droits conditionnels liés au contrat RSB selon IFRS 15. Cf note 10 Chiffre d'affaires

3.7 Actifs financiers courants et non courants

Actifs financiers courants

Les actifs financiers courants comprennent les comptes courants avec les sociétés mises en équivalence, principalement, RSB et Newgen.

Actifs financiers non courants

(En milliers d'euros)	30/06/2023	31/12/2022
Dépôts et cautionnements versés (3)	140	132
Contrat liquidité (1)	225	40
DAT et compte courant donnés en garantie (2)	4 030	4 030
Prêt RSB	613	631
Titres de participation non consolidés (4)	250	
Divers	4	4
Valeur brute	5 262	4 837
Dépréciation	0	0
Valeur nette	5 262	4 837

(1) Compte espèces au titre du contrat de liquidité conclu avec ODDO,

(2) Dépôt à terme de 3 000 K€ nantis (dans le cadre de la garantie d'engagement de souscription de fonds propres pour le projet CEOG qui aura lieu à l'issue de la phase de construction de la centrale telle qu'initialement prévue) et compte courant donné en gage espèces à hauteur de 1 030 K€ (dans le cadre de la garantie de restitution d'acompte donnée à SIEMENS pour le projet CEOG).

- (3) Dont les dépôts versés pour différents bureaux et 100 K€ au titre du compte séquestre dans le cadre de la construction de l'usine de Blanquefort
- (4) Les titres de participation non consolidés correspondent aux titres de la société Digas (cf faits marquants de la période)

3.8 Actifs et passifs sur contrats

La reconnaissance du revenu, la facturation et l'encaissement génère des actifs sur contrat (chiffre d'affaires comptabilisé avant droit à facturer) et des passifs sur contrat (droit à facturer avant comptabilisation du chiffre d'affaires).

(En milliers d'euros)	30/06/2023	31/12/2022
Actifs sur contrats (1)	2 968	2 391
Total Actifs sur contrats	2 968	2 391

(En milliers d'euros)	30/06/2023	31/12/2022
Contrat AMO Construction CEOG (2)	40	47
Commande Pile à combustible par SIEMENS (3)	4 581	4 554
Total Passifs sur contrats	4 621	4 628

- (1) Actifs sur contrats : ils comprennent principalement les facturations qui interviendront en fin de projet et dont le chiffre d'affaires correspondant est reconnu à l'avancement (cf note 10). Ils sont inclus dans les créances clients et comptes rattachés (cf note 06).
- (2) Passifs sur contrats : le passif sur contrat AMO construction CEOG concerne le contrat d'assistance à la maîtrise d'ouvrage en phase de réalisation du projet de centrale électrique de l'ouest guyanais conclu avec la société CEOG le 30 septembre 2021. Ce contrat d'une durée de 36 mois, prévoit un premier versement forfaitaire à la signature du contrat
- (3) Passifs sur contrats : le contrat de commande des piles à combustibles pour le projet CEOG prévoit des avances. Le chiffre d'affaires sera reconnu lors du transfert de contrôle des piles. Le contrat prévoit un droit à paiement sans recours mais ne prévoit pas la création d'un actif que la société HDF pourrait utiliser autrement que l'usage prévu sur le site de CEOG.

3.9 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(En milliers d'euros)	30/06/2023	31/12/2022
Trésorerie et équivalents de trésorerie	76 736	87 359
Découverts bancaires	0	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie, net	76 736	87 359

3.10 Chiffre d'affaires

(En milliers d'euros)	30/06/2023	30/06/2022
Revenus des contrats d'AMO développement projets	819	1 487
Revenus des contrats d'AMO construction	67	120
Refacturation de charges	552	50
Autres	-	89
Chiffre d'affaires	1 437	1 746

Le chiffre d'affaires est composé principalement des revenus constatés au titre des contrats d'assistance à la maîtrise d'ouvrage (AMO) avec les SPV dont le Groupe ne détient pas le contrôle. L'analyse de ces contrats détermine qu'ils ne comprennent qu'une unique obligation de performance, les différentes

tâches et jalons étant hautement interdépendants, visant à permettre la réalisation du projet, le lancement de la construction d'une centrale et la contractualisation des ressources financières nécessaires. Le chiffre d'affaires a donc été reconnu progressivement, sur la base des coûts réellement encourus sur la période.

Les refacturations de charges correspondent à des dépenses engagées par le Groupe pour le compte de projets et refacturées à l'euro/l'euro. Les charges correspondantes sont enregistrées dans les charges externes.

Au 30 juin 2023, le chiffre d'affaires constaté correspond principalement au contrat d'AMO avec Renewstable® Barbados pour 1 370 K€ (contre 1 537 K€ au 30 juin 2022).

3.11 Frais de personnel et effectifs

Les frais de personnel comprennent une charge de 645 K€ au titre des plans AGA (contre 667 K€ en 2022).

L'effectif moyen du Groupe comprend 56,8 salariés en 2023 (contre 34 salariés en 2022). Dans les pays dans lesquels le Groupe ne dispose pas de filiales, il a recours à des contrats de portage ou de consultants. L'effectif moyen du Groupe intégrant ces ressources est de 78,5 en 2023 (contre 50,5 en 2022).

Deux mandataires sociaux sont présents dans les effectifs en 2023 (sans changement).

3.12 Résultat par action

Le résultat net dilué par action s'obtient en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires selon la méthode du rachat d'action. Selon cette méthode, les fonds recueillis par les instruments financiers potentiellement dilutifs sont affectés au rachat d'action à leur valeur de marché. La dilution s'obtient par différence entre le montant théorique d'action qui serait racheté et le nombre d'options potentiellement dilutives.

Le nombre d'actions émises et intégralement libérées au 30 juin 2023 s'élève à 14 331 454 actions d'une valeur nominale unitaire de 0,2 €.

Les BSCPE et AGA émis sont estimés anti-dilutifs au 30 juin 2023 (idem 31 décembre 2022).

3.13 Transactions avec les parties liées

Les parties liées avec lesquelles des transactions sont effectuées incluent les entreprises associées et co-entreprises détenues directement ou indirectement par la Société, et les entités qui détiennent directement ou indirectement une participation dans le Groupe.

Ces transactions sont effectuées à des conditions normales de marché et présentées dans le tableau

suivant :

<i>(En milliers d'euros)</i>	30/06/2023	Co-entreprises	Autres parties liées
Actifs corporels	366		366
Participations dans les entreprises associées et co-entreprises	1 466	1 466	
Actifs financiers non courants	613	613	
Créances clients et comptes rattachés	3 203	3 203	
Actifs financiers courants	1 364	1 364	
Autres passifs courants			
Chiffre d'affaires	1 437	1 437	

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2022	Co-entreprises	Autres parties liées
Actifs corporels	366		366
Participations dans les entreprises associées et co-entreprises	1 442	1 442	
Actifs financiers non courants	631	631	
Créances clients et comptes rattachés	2 913	2 913	
Actifs financiers courants	1 080	1 080	
Autres passifs courants			
Chiffre d'affaires	3 337	3 337	
Autres produits liés à l'activité	96		96

<i>(En milliers d'euros)</i>	30/06/2022	Co-entreprises	Autres parties liées
Actifs corporels	366		366
Participations dans les entreprises associées et co-entreprises			
Créances clients et comptes rattachés	2 205	2 205	
Actifs financiers courants	608	608	
Autres passifs courants			
Chiffre d'affaires	1 672	1 672	
Autres produits liés à l'activité	96		96

Les transactions avec les co-entreprises et entreprises associées correspondent principalement aux contrats conclus avec CEOG et RSB, et aux comptes courants existants avec ces deux entités ainsi qu'avec Newgen. Les transactions avec les autres entreprises liées correspondent au bail signé avec IMMOSUN (entreprise détenue par le Président Directeur Général d'HDF), et à une facturation envers Terega (actionnaire d'HDF) dans le cadre du projet Hygeo en 2022.

Le 1^{er} juin 2021, la Société a conclu avec la société RUBIS, concomitamment à la signature par cette dernière d'un engagement de souscription dans le cadre de l'introduction en bourse de la Société

("l'Engagement de Souscription Rubis"), un partenariat stratégique. A ce titre, la société RUBIS est entrée au capital de RSB en 2022 (cf note 03), la transaction étant réalisée à la valeur de marché.

3.2.4 EVENEMENTS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2023

- **Construction de la centrale CEOG**

La construction de la centrale CEOG, suspendue au printemps 2023 compte tenu des manifestations locales en cours sur le projet, a repris le 16 août 2023. Parallèlement, le contrat de fourniture de pile à combustible entre HDF et Siemens a été également réactivé.

Le 7 septembre 2023, un avenant au contrat de prêt a été signé par CEOG afin de prendre en compte les incidences des événements du début d'année sur le délai et le coût du chantier. Ces négociations entraînent pour HDF un versement complémentaire de 1,2 M€, dont 0,3 M€ ont été versés en août 2023 et 0,9 M€ font l'objet d'un engagement de versement ultérieur, échelonné sur la phase de construction de la centrale.

Les discussions sont en cours entre les différentes parties prenantes afin de déterminer les modalités et le calendrier de transfert de propriété des piles à Siemens puis à CEOG. Nous ne sommes donc pas en mesure de déterminer, à ce jour, si le chiffre d'affaires lié à ce contrat sera reconnu dans les comptes d'HDF en 2023 ou en 2024. Au 30 juin 2023, HDF a encaissé de Siemens des acomptes sur la livraison de ces piles qui figurent au passif du bilan pour 4,6 M€.

- **Prise de participation dans HYNAVAL**

Le 18 juillet 2023, HDF a pris une participation significative (49,5%) aux côtés de CLYD, architecte naval, dans la nouvelle société HYNAVAL, pour un montant de 700 K€. Les deux entreprises unissent leurs compétences en vue de concevoir des bateaux hydrogène et de convertir des bateaux existants à l'hydrogène (retrofit).

Implantée dans l'enceinte portuaire de Bordeaux (les Bassins à Flots), HYNAVAL disposera d'un hangar dédié à son activité. Dans ce lieu, HYNAVAL opérera un chantier naval spécialisé dans la conception, la fabrication et le retrofit de bateaux propulsés à l'hydrogène, offrant ainsi une alternative dépourvue d'émissions de CO2. Cette collaboration permettra de fusionner l'expertise en architecture navale de CLYD avec la maîtrise de HDF Energy dans le domaine de l'hydrogène.

3.2.5 ENGAGEMENTS HORS BILAN ET PASSIFS EVENTUELS

Engagements hors bilan

- (1) Dépôt à terme de 3 000,0 k€ nantis (dans le cadre de la garantie d'engagement de souscription de fonds propres pour le projet CEOG qui aura lieu à l'issue de la phase de construction de la centrale CEOG) et compte courant donné en gage espèces à hauteur de 1 030,0 k€ (dans le cadre de la garantie de restitution d'acompte de 2 060 K€ donnée à SIEMENS pour le projet CEOG).

Le Groupe n'a pas d'engagements reçus hors bilan.

Passifs éventuels

Suite à la prise de participation dans la société NewGen, le prix d'achat initial peut être augmenté (compléments de prix) successivement au titre de trois étapes si les objectifs sont remplis.

Le total de ces engagements, diminué du montant de la juste valeur des compléments de prix déjà comptabilisée en titres, s'élève à 2.574 K€.

<i>(En milliers d'euros)</i>	30/06/2023	31/12/2022
Engagements de financement	5 060	5 060
Garanties données	5 060	5 060
Actifs donnés en garantie (1)	4 030	4 030
Engagements d'exploitation	0	0
Engagements en capital pour les participations		
Engagements donnés	5 060	5 060

4. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

HYDROGENE DE FRANCE

Société anonyme

20, rue Jean Jaurès

33310 Lormont

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1er janvier 2023 au 30 juin 2023

BSF AUDIT SAS

19, quai de Paludate

33800 Bordeaux Cedex

S.A.S au capital de 300 000 €

533 372 603 RCS Bordeaux

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la
Compagnie Régionale de Grande Aquitaine

Deloitte & Associés

6, place de la Pyramide

92908 Paris-La Défense Cedex

S.A.S. au capital de 2 188 160 €

572 028 041 RCS Nanterre

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la
Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

HYDROGENE DE FRANCE

Société anonyme

20, rue Jean Jaurès

33310 Lormont

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1er janvier 2023 au 30 juin 2023

Aux actionnaires de la société HYDROGENE DE FRANCE

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société, relatifs à la période du 1er janvier 2023 au 30 juin 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Bordeaux, le 28 septembre 2023

Les commissaires aux comptes

BSF AUDIT SAS

Deloitte & Associés

 **RODRIGUES**



Daniel RODRIGUES

Mathieu PERROMAT